

La France a vécu, avec les élections présidentielles et législatives, un bouleversement politique majeur.

Si l'on doit se féliciter que l'extrême-droite, une fois de plus présente au second tour, ait été nettement battue, on constate à regrets que la laïcité en aura été largement absente. Les tentatives de détournement par l'extrême-droite, de récupération électoraliste sur les deux rives de la République ne s'en poursuivent pas moins.

Depuis l'installation de la nouvelle majorité, le profil des personnalités au pouvoir, ainsi que certaines de leurs prises de position, ne laissent pas d'interroger. Citons : les ambiguïtés en matière de bioéthique du Président de la République, s'engageant devant des associations religieuses à n'imposer « aucune prééminence » de la loi sur leurs préceptes religieux ; l'absence de toute remise en cause des subventions publiques à l'école confessionnelle ; la volonté d'instaurer une instance de « dialogue inter-religieux » auprès du ministre de l'intérieur.